Plateforme d'Observation Sociale DRDJSCS des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique

<http://pays-de-la-loire.drdjcs.gov.fr/>

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/>

Groupe de travail « Pauvreté » Compte-rendu n°5 – 08/06/2022

Participants :

Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté : Anne POSTIC

Banque Alimentaire : Bernard MÉTAIS

Banque de France : Philippe PORCHERET

Conseil Départemental 44 : Claire MARTIN

CAF 49 : Béatrice Moreaux

DREETS : Christophe BUZY, Anne PICARD-COSKER, Céline TECHER, Elisabeth GALLARD et Fanny JOUBERT (stagiaire)

Insee : Maëlle FONTAINE

Pôle Emploi : Pascal LIAIGRE

Excusés :

DREETS : Yann SICAMOIS

Udcccas 44 : Florence CLERGEAU

Pôle Emploi : Vincent RAGOT

Animation/coordination :

DREETS : Raphaëlle MARIE

Compas : Michaël BERNIER

Ordre du jour :

- Présentation d'une étude sur les demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi par la Dreets ;
- Tour d'échange autour des effets de conjoncture de chacune des structures ;
- Echanges sur les indicateurs du tableau de bord.

Présentation d'une étude sur les demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi par la Dreets

La Dreets a réalisé une étude sur les caractéristiques des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi. Les demandeurs d'emploi sont identifiés des catégories ABC inscrits au moins 12 mois sur 15 au 3^{ème} trimestre 2021. L'étude est en cours de relecture, elle sortira prochainement (avant l'été normalement étant en période de réserve électorale actuellement).

Les caractéristiques des demandeurs éloignés de l'emploi :

Les demandeurs éloignés de l'emploi représentent un plus de 57 000 personnes dans la région au 3^{ème} trimestre 2021. Ils ont augmenté entre 2012 et 2015. A partir de 2016, ils ont progressivement diminué. La crise sanitaire a entraîné une forte augmentation du nombre de demandeurs, dans l'impossibilité de chercher un emploi. Depuis la fin de la crise, leur nombre est en baisse.

40% des demandeurs éloignés de l'emploi ont plus de 50 ans. Mais ce sont les jeunes qui ont été le plus impactés par la crise. 75% des demandeurs éloignés de l'emploi ont un niveau Bac ou inférieur. Mais ce sont les diplômés qui sont le plus impactés. Quel que soit le niveau de diplôme, les moins de 25 ans sont le plus impactés par la crise. Les hommes éloignés de l'emploi sont plus impactés par la crise (+10% contre +6% pour les femmes). Seul 1/3 des demandeurs éloignés de l'emploi sont bénéficiaires du RSA mais ils ont été plus impactés par la crise (+16% contre +4% pour les non bénéficiaires). Les dix premiers métiers recherchés des demandeurs éloignés de l'emploi représentent près de 30% des emplois recherchés (services à la personne et à la collectivité, manutention et logistique et support aux entreprises).

Typologie, classement des DEFM sur des différents profils de demandeurs éloignés de l'emploi :

A partir d'un certain nombre de variables et d'indicateurs (sexe, âge, classes ROME, niveau de formation, qualification d'emploi, indicateur longue durée, QPV, RSA, Zone d'emploi...), une typologie a été dressée. Elle a déterminé 6 profils différents de demandeurs éloignés de l'emploi : employés des services, employés du tertiaire, ouvriers agricoles et du transport, ouvriers de la construction, intermittents du spectacle et cadres du tertiaire.

Les demandeurs éloignés de l'emploi employés des services sont les demandeurs les plus précaires. Ils demandent des emplois d'employés non qualifiés dans le secteur des services à la personne, hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et restauration. Ils sont le plus souvent sans diplôme. Les demandeurs de ce profil vivent plus que dans les autres profils au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment dans les zones d'emploi d'Angers et Le Mans.

Les cadres éloignés de l'emploi sont concentrés sur la zone d'emploi de Nantes et le littoral et sont plutôt âgés. Davantage de cadres sont en reconversion professionnelle et peuvent mettre du temps à repartir sur un projet professionnel. D'autres cadres sont en mobilité professionnelle et viennent de s'implanter sur la région. Ils représentent environ 10% des demandeurs éloignés de l'emploi.

L'impact de la crise a été très forte au niveau des jeunes mais c'est la catégorie de demandeurs d'emploi qui a le plus fortement diminué depuis la fin de la crise. Les demandeurs d'emploi éloigné de l'emploi ont également diminué depuis la fin de la crise mais de façon moins importante que sur d'autres catégories.

Tour d'échange autour des effets de conjoncture de chacune des structures

Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté

L'actualité de la stratégie de prévention et de la lutte contre la pauvreté est la poursuite de la contractualisation entre l'état et les départements. Au démarrage, la stratégie était prévue pour 3 ans, mais le gouvernement a choisi de poursuivre la contractualisation en 2022 avec des crédits supplémentaires et notamment avec des priorités sur l'insertion des personnes allocataires du RSA et la mobilité. Chaque département doit produire un rapport d'activité sur la mise en œuvre des actions qui ont été contractualisées à la fin de l'année civile. Au regard des indicateurs et des résultats vont découler les crédits pour l'année 2022. Les départements doivent avoir dépensés l'intégralité des crédits alloués par l'Etat à la fin de l'année 2022.

Un certain nombre d'indicateurs ont été élaborés (par exemple, les « sorties seiches » de l'ASE) notamment autour de l'insertion (comment les départements accompagnent et orientent les bénéficiaires du RSA) et l'accueil social inconditionnel de proximité des populations. Des indicateurs de formation des travailleurs sociaux ont été également mis en place : nombre de salariés formés, sur quelles thématiques... La liste des indicateurs est disponible sur l'espace numérique de travail de la stratégie.

Mise en place du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) pour les jeunes en rupture avec des engagements pour améliorer leur repérage et leur accompagnement en termes d'insertion, de logement, d'accès à la santé et de mobilité. Un appel à projet a été lancé. Il serait intéressant d'avoir une cartographie de l'existant pour connaître déjà les actions mises en place pour accompagner ces jeunes. Un questionnaire pourrait être adressé à chaque DDETS pour faire remonter l'existant.

Un bilan régional a été dressé récapitulatif des indicateurs et des données pour chaque engagement de la stratégie. Ce bilan va essayer d'être départementalisé. Un travail va être mené avec la Dreets d'ici la fin de l'année.

Insee

Le fil rouge d'une dizaine d'études de l'Insee sur la pauvreté a été clôturé en fin d'année 2021 au cours d'une conférence des « rendez-vous de l'Insee » où l'ensemble des résultats des études ont été présentés.

Un nouveau fil rouge a été lancé sur le thème de la transition économique de la région. L'Insee a également une étude en cours sur les inégalités de revenus à Nantes Métropole avec un angle infra-communal, cette étude portant sur une évolution entre 2004 et 2017. Elle va s'intéresser aux phénomènes de paupérisation et d'enrichissement de certains quartiers et à l'augmentation de la mixité sociale.

L'Insee, la Drees et les associations d'aide alimentaire ont entamé une réflexion pendant la crise sanitaire sur le suivi des dispositifs d'aide alimentaire. Une première enquête auprès des bénéficiaires a eu lieu en fin d'année 2021, ces résultats nationaux devraient faire l'objet d'une publication fin juin. Les résultats se sont concentrés sur le profil des bénéficiaires et notamment sur les nouveaux bénéficiaires qui ne bénéficiaient pas de l'aide alimentaire avant la crise. Une deuxième enquête est menée par la Drees sur le suivi de l'activité des sites de distribution, sur les ressentis des personnes qui gèrent ces centres. Ces enquêtes ne sont pas déclinables au niveau régional car les taux de réponses ont été trop faibles.

Voici les liens pour ces 2 enquêtes :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6466177>

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/aide-alimentaire-une-frequentation-accrue-des>

CAF

Toutes les CAF modernisent actuellement leur système d'informations ainsi peu d'études sont en cours ou sorties ces derniers mois au niveau de la CAF.

La CAF du Maine-et-Loire a noté une forte augmentation des bénéficiaires du RSA sur la deuxième partie de 2021 mais en 2022, les niveaux sont revenus à ceux datant de 2018. Le « noyau dur » de nos allocataires est également en baisse avec des personnes qui sortent du dispositif.

Les données sur le dénombrement des bénéficiaires du RSA (dont notamment des nouveaux bénéficiaires du RSA) de janvier 2019 à mars 2022 sont disponibles :

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/5938/>

Les bénéficiaires de la PPA (Prime d'activité) ont augmenté en 2019, puis ce sont stabilisés à partir de en 2020 et jusqu'à aujourd'hui.

Banque de France

Le mois de mai a été très actif, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement a augmenté avec 536 dossiers de déposés sur l'ensemble de la région contre 484 en mai 2021 et 434 en avril 2022. Jusqu'à présent des baisses de dépôts de dossiers assez régulières étaient constatées d'année en année (excepté en 2020, année atypique). La baisse se poursuit en 2022 mais l'écart se réduit (-15 à -20% en début d'année 2022 par rapport à 2021 mais en mai 2022, la baisse serait de -10% au niveau national et -8,6% au niveau de la région).

La mise en place des points conseils budget (PCB) qui se développe de plus en plus permet de contenir le surendettement. Le nombre de personnes qui fréquentent les PCB augmente. Une large promotion de ces PCB est faite par la Banque de France.

Banque alimentaire

Le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire au niveau du réseau des banques alimentaires n'a pas évolué, une stabilité voire une décroissance sur certains endroits est apparue et se poursuit actuellement. Même pendant la crise du Covid, la demande d'aide alimentaire n'a pas été importante sur la région, exceptée sur la ville de Nantes. Toutes les agglomérations importantes, notamment de la couronne de l'Île de France, ont connu une augmentation.

En 2020, la diminution du nombre de bénéficiaires a été réduite par l'ouverture de nouveaux centres de distribution pendant la crise notamment pour les étudiants. La crise ukrainienne en 2022 ne se ressent pas. L'inflation n'est également pas ressentie actuellement sur l'évolution des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Sur le département de la Vendée, le chômage et les bénéficiaires du RSA sont en diminution. La courbe de bénéficiaires de l'aide alimentaire suit ces tendances.

Depuis les 5 dernières d'années, le nombre de seniors est en augmentation parmi les bénéficiaires de l'aide alimentaire. Leurs revenus ne suffisent plus pour faire face. Ce groupe de seniors pourraient augmenter ces prochains mois en raison de l'augmentation de l'inflation (notamment en Vendée où la courbe des âges est exponentielle – plus de 20% des personnes ont plus de 70 ans).

Une cartographie de l'aide alimentaire (tous réseaux confondus) en Vendée est en cours de réalisation. Cette carte est espérée en fin d'année. Elle sera peut-être dupliquée sur les autres départements. L'objectif également est de connaître les différents profils des bénéficiaires de l'aide alimentaire, les raisons qui expliquent que ces personnes sont dans l'aide alimentaire notamment. Les populations des villes ou des campagnes sont très diversifiées.. Il y a une observation beaucoup plus fine à faire et les moyens ne sont pas multiples par rapport à cette problématique. Il faudrait savoir où sont les publics et quels sont les publics.

Pour information, l'association Solinum cartographie sur des territoires l'offre pour des personnes les plus en difficulté. Solinum a travaillé dans le département de Loire-Atlantique et voudrait développer leur dispositif sur d'autres territoires. L'association pourrait être mobilisée.

Conseil Départemental de Loire-Atlantique

Sur le département de Loire-Atlantique, le nombre de bénéficiaires du RSA est revenu sur des niveaux d'avant crise, après un pic en 2020, pas forcément dû à une augmentation du nombre de bénéficiaires mais plutôt à un blocage au niveau des sorties.

Le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité (PPA) a explosé depuis le début de l'année 2019, dû aux modifications des conditions d'accès. Mais depuis, une certaine stabilité est notée. Les niveaux ne sont pas revenus à ceux de 2019 (environ 100 000 bénéficiaires).

Tous les types de demandes FSL ont augmenté sauf l'aide financière à l'accès au logement (est-ce qu'avec la tension foncière, il y a moins eu de déménagements et d'emménagements ?). L'augmentation sur l'aide financière au maintien dans le logement a été un peu biaisée en 2020 car une aide spécifique covid a été mise en place pour le paiement des loyers. Cette aide a fortement été utilisée à cette période.

Les comparaisons de ces données vont être plus difficiles à réaliser pour les années à venir car les barèmes d'éligibilité vont être revus sur le FSL pour permettre à plus de ménages d'y accéder. La demande va également être simplifiée pour réduire les délais d'accès, étant donné que c'est une aide sous demandée.

A noter que le FSL départemental concerne tout le département de Loire-Atlantique excepté Nantes Métropole sur le tableau de bord. Le département reçoit les données FSL de Nantes Métropole et les retransmettra prochainement. Le département va revoir également les données des aides FSL "au maintien dans le logement".

La mission logement du Département, en lien avec la DDETS de Loire-Atlantique, a pour mission de monter un observatoire à travers un outil interactif en utilisant les données du SIAO, hébergement-logement accompagné, et de réaliser des études sur les sortants de l'ASE et sur les femmes victimes de violence notamment. L'objectif de cet observatoire est de trouver des solutions à la saturation des places d'hébergement.

Pôle Emploi

Sur la période entre mars 2019 et mars 2022, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a très fortement diminué (-16,4%) et le nombre de catégories B et C s'est stabilisé (les personnes qui reprennent une activité).

Malgré une certaine stabilité au niveau régional, l'évolution des demandeurs d'emploi de catégorie A bénéficiaires du RSA est très variée en fonction des départements (-24% en Vendée et +15,6% en Sarthe). Une plus grande reprise d'activité en Vendée explique peut-être cette évolution dans ce département.

Les demandeurs d'emploi bénéficiant de l'allocation solidarité ont diminué de 26% et les non-indemnisés ont diminué de 12% (mars 2019-mars 2022). Les non indemnisés représentent 4 demandeurs d'emploi sur 10. Les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (DEBOE) de catégories A ont diminué de 14%.

Pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, un pic a eu lieu lors du 1^{er} confinement et s'est ensuite estompé progressivement. Le taux de chômage continue à diminuer : 6% sur l'ensemble des Pays-de-la-Loire. Plusieurs bassins d'emploi de la région sont autour de 5%. Le bassin d'emploi des Herbiers est même descendu à un taux historique de 3,4%.

L'enquête « besoin de main-d'œuvre » est disponible sur le site de Pôle Emploi. L'ensemble des entreprises a été interrogé fin 2021 sur les besoins de recrutement pour l'année 2022. Au niveau de la région, 210 000 projets de recrutement ont été comptabilisés, soit en forte augmentation par rapport à 2021, donnée presque similaire à la donnée de 2020 (enquête faite fin 2019). Les difficultés de recrutement sont également en forte augmentation. Ces éléments sont consultables sur l'observatoire régional de l'emploi : <https://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr/>

DREETS (Stratégie de lutte contre la Pauvreté)

Le CEREMA a mené une étude sur la mobilité auprès des services des différentes plateformes de mobilité de la région, sur le modèle économique de ces plateformes et l'impact sur les publics de ces services rendus. Cette étude sera rendue publique en fin d'année 2022.

DREETS (Logement)

Les places d'hébergement d'urgence sont en forte progression sur l'année 2021 avec une augmentation de +41%, notamment +58% pour les places hors CHRS : ce sont des places subventionnées avec une forte augmentation des crédits. En 2022, les crédits pour ces places devraient diminuer (notamment sur les places d'hôtel).

Le nombre de places d'insertion et de stabilisation sont plutôt stables. Les données sur les logements adaptés vont être revues par la Dreets.

Malgré l'augmentation des places d'urgence, il reste un certain nombre de demandes non pourvues. Sur la semaine du 23 au 29 mai, il y a 716 demandes pourvues et 883 non pourvues pour 1 800 demandes. Ces demandes représentent 746 ménages.

DREETS (Emploi)

Le nombre de personnes en chômage partiel est en très forte diminution (-36% en janvier 2022), notamment dans le secteur tertiaire. A l'inverse, le nombre d'intérimaires a augmenté entre février 2020 et février 2022 de +7% sur la région avec une augmentation dans tous les départements à l'exception de la Loire-Atlantique (où l'évolution est assez stable).

DREETS (Jeunes)

Depuis le 1^{er} juin, un appel a été lancé pour le Contrat Engagement Jeunes majeurs (CEJ) qui va se clôturer au 1^{er} juillet. Le Contrat Engagement Jeunes est mis en place sur des dispositifs pérennes portés par l'Etat, les missions locales et Pôle Emploi depuis le 1^{er} mars. En complément de ce dispositif national, des appels à projets régionaux ont été lancés qui ont pour objet de toucher les jeunes en rupture. Le Contrat Engagement Jeunes s'adresse à des jeunes de 16 à 25 ans qui ne poursuivent pas d'études ou de formations ou présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable, ces appels à projet vont se focaliser sur les jeunes les plus en difficulté parmi ceux-là.

L'accompagnement de chaque jeune va durer entre 12 à 18 mois (sous conditions). Il va consister à un accompagnement intensif vers l'emploi de 15 à 20 heures et une mise en activité systématique régulière du jeune. L'objectif est d'aller chercher ces jeunes qui ne poussent pas forcément la porte des missions locales et de Pôle Emploi, qui peuvent être des jeunes en errance, dans des squats ou d'autres lieux. L'idée est de les soutenir avec un accompagnement structuré et important tout au long du parcours.

Cet appel à projet va être accompagné de 2 volets : un volet Logement et un volet mobilité avec des actions spécifiques. Le comité de sélection de l'appel à projet se réunira entre juillet et septembre pour des accords de projet en octobre. Le financement est important : 2 millions d'euros sur l'accompagnement en amont et pendant le CEJ, 450 000 euros sur le volet logement et 300 000 euros sur le volet mobilité. Cela permettra de compléter l'offre de Pôle Emploi et des missions locales sur le dispositif de base en soutenant et en identifiant des associations qui vont pouvoir agir de façon complémentaire avec les missions locales et Pôle Emploi.

Un document de présentation de l'appel à projet régional du CEJ est disponible sur le site de la POS : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/appel-a-projet-regional-cej-jeunes-en-rupture/>

A l'automne, un appel à projet national devrait sortir qui devrait identifier des têtes de réseaux associatifs qui pourraient réaliser les mêmes offres de base des missions locales et de Pôle Emploi.

La seconde édition de l'appel à projet « 1000 premiers jours », qui s'inscrit dans les axes de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, est reconduit. Le partenariat local est composé par un triptyque de financeurs et de décideurs : l'ARS, la DREETS et la commissaire. Les CAF sont également associées. Cela pourra amener des actions sur le soutien à la parentalité, des actions soutenues et financées soit par les CAF soit par les Conseils Départementaux dans le cadre de leurs compétences et de leurs prérogatives. La dotation de cet appel à projet est de 200 000 euros.

Cet appel à projet serait peut-être couplé (avant l'été) avec un autre qui concerne la formation des professionnels de la petite enfance car les thématiques, les publics et les destinataires sont proches.

Ces appels à projet seront diffusés prochainement dès lors qu'ils seront actés par chacun des financeurs.

Actualisation du tableau de bord des indicateurs de suivi de la « Pauvreté » en Pays de la Loire

Suite à la dernière réunion, le tableau de bord a été mis à jour avec les données transmises par les partenaires. Ce tableau de bord est disponible sur l'espace privé de « la vie de la plateforme » du site de la POS :

<https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/tableau-de-bord-des-indicateurs-de-la-pauvrete-juin-2022/>

Comme convenu à la dernière réunion du groupe de travail, les évolutions des données ont été mises à jour avec une comparaison avec l'année 2019 et non 2020 (année atypique), cela concerne les données suivantes :

- Les données de la Banque de France avec une évolution 2019-2021,
- Les données Pôle Emploi avec une évolution de mars 2019 à mars 2022

Les données de l'indicateur sur les nouveaux bénéficiaires du RSA et son évolution (mars 2019 et mars 2022) ont été intégrées, ainsi que les données du Conseil Départemental du Maine-et-Loire (2019-2020). Les données DREETS (emploi) ont également été mises à jour (février 2022).

Les données transmises par les différents partenaires sont également disponibles sur l'espace privé :

Banque de France : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/statistiques-dactivite-des-commissions-de-surendettement-des-pays-de-la-loire-en-2022-de-janvier-a-mars-de-la-banque-de-france/>

Banque alimentaire : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/bilan-des-5-banques-alimentaires-des-pays-de-la-loire-en-2021/>

CAF : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/5938/>

DREES : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/taxprivate/donnees-de-la-drees/>

Pôle Emploi : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/privatespace/elements-statistiques-concernant-les-donnees-relatives-au-marche-du-travail-en-mars-2022/>

Remarque :

La CAF du Maine-et-Loire va se renseigner sur les différences observées entre les données issues de la CAF de Loire-Atlantique et celles de la DREES (source CNAF) notamment sur les bénéficiaires du RSA (en mars 2022, 68 190 allocataires du RSA selon la DREES et 66 024 bénéficiaires du RSA selon les données de la CAF).

Attention, les données des jeunes NEET sont différentes entre celles de la DREETS présentent dans le tableau de bord (94 585 jeunes NEET source RP 2018) et celles utilisées par l’Insee pour son étude : <https://www.pos-pays-de-la-loire.fr/publications/jeunes-ni-en-emploi-ni-en-etudes-ni-en-formation-moins-presents-dans-la-region/> celles-ci sont issues de l’enquête Emploi (la définition et les variables sont différentes : « 70 000 jeunes NEET de 15-29 ans selon la définition d’Eurostat »). Nous ne disposons pas des données réelles issues de l’enquête emploi à un niveau département. Les données des jeunes NEET issues du RP, étant trop approximatives, seront enlever du tableau de bord à la prochaine mise à jour.